

À l'UQAM, l'intimidation doit cesser!

L'Université du Québec à Montréal est une des réalisations les plus importantes de la Révolution tranquille. Nous sommes fiers du rôle que notre université a joué dans le façonnement d'une société québécoise moderne, laïque, démocratique, tolérante et innovatrice, ainsi que de sa contribution notable à une plus grande accessibilité aux études universitaires. Nous tenons également au mode collégial de gouvernance qui distingue l'UQAM de la plupart des autres universités.

Cependant, nous nous inquiétons pour son avenir. Depuis quelques années, en effet, notre université est en proie aux agissements d'une minorité: empêchement du déroulement des cours par des commandos autoproclamés et parfois masqués, intimidations, harcèlement, bousculades, actes de vandalisme et saccages, perturbations de réunions et de conférences, grèves à répétition. Ces actes mettent en péril la vie universitaire elle-même ainsi que le caractère particulier de l'UQAM.

1. Dans plusieurs facultés (et cela est vrai surtout pour la Faculté des sciences humaines et la Faculté de science politique et de droit), il n'est pas une session qui ne soit ponctuée par des pertes de cours. Il est clair que, le plus souvent, ces perturbations ne procèdent en aucune manière de la volonté clairement exprimée d'une majorité. On nous promet maintenant une grève générale pour le printemps. Cela nuit objectivement à la qualité de la formation et à la valeur du diplôme, nonobstant les cataplasmes mis en place pour sauver les apparences. Les étudiantes et étudiants en sont les premières victimes.

2. La recherche, la réflexion et le débat sont eux aussi gravement atteints par le climat d'intimidation et de harcèlement qui s'est instauré. L'atmosphère de certaines salles de classe souffre aussi de ce climat; cela nuit à l'apprentissage et rend le travail d'enseignement franchement désagréable. Des perturbations surviennent aussi lors de réunions visant à aider les étudiants à accéder au marché de travail. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, le 20 janvier, une rencontre avec le sous-ministre adjoint de Ressources naturelles Canada organisée par la Faculté de science politique et de droit et à laquelle participaient une cinquantaine d'étudiants et d'étudiantes a dû cesser lorsqu'une horde d'une soixantaine de manifestants sont entrés dans la salle et se sont mis à hurler jusqu'à ce que tout le monde quitte, par crainte ou par écœurement.

3. Non seulement l'image publique de l'UQAM est-elle sérieusement entachée par ces incidents, mais ses maigres ressources doivent souvent servir à réparer ou à nettoyer les équipements et les locaux ayant subi des actes de vandalisme.

De son propre aveu, la direction de l'UQAM est impuissante devant ces agissements. Les syndicats sont pour leur part silencieux, alors que leurs membres, employés-es, chargés-es de cours, professeurs-es font eux-mêmes les frais de ces agissements. Quelles que soient les causes défendues par les auteurs des dégradations, il est clair que le vandalisme et l'intimidation n'ont

pas leur place dans une université, a fortiori dans une université qui s'est toujours présentée comme démocratique.

Nous refusons catégoriquement qu'une minorité – de quelque couleur politique qu'elle soit – s'impose ainsi à l'UQAM. Les soussignés rappellent que la mission première de l'Université reste la formation et la vie intellectuelle «de façon à ce que les activités d'enseignement, de recherche et de création s'y poursuivent dans un climat paisible, fécond et libre» (art.13 de la Charte des droits et des responsabilités des étudiantes et des étudiants). Conformément à sa mission d'accessibilité, l'UQAM existe pour offrir une formation solide, favoriser le développement de la recherche et assurer des services aux collectivités qui sont liées de près à sa mission principale. Le militantisme, s'il a sa place comme dans toutes les institutions universitaires, doit être accompli dans un climat de respect et de sérieux, avec des procédures démocratiques et transparentes qui tiennent compte de la totalité des opinions, sans ruses ni artifices, sans pressions ni sophismes, sans intimidation physique ou morale.

Jean-Guy Prévost

Dan O'Meara

Issiaka Mandé

Anne-Marie Gingras

Pierre-P. Tremblay

Julian Durazo-Hermann

Christian Deblock

Maya Jegen

Alex Macleod

Carolle Simard

Allison Harell

Lucille Beaudry

Julien Bauer

Yves Couture

Professeurs au département de science politique